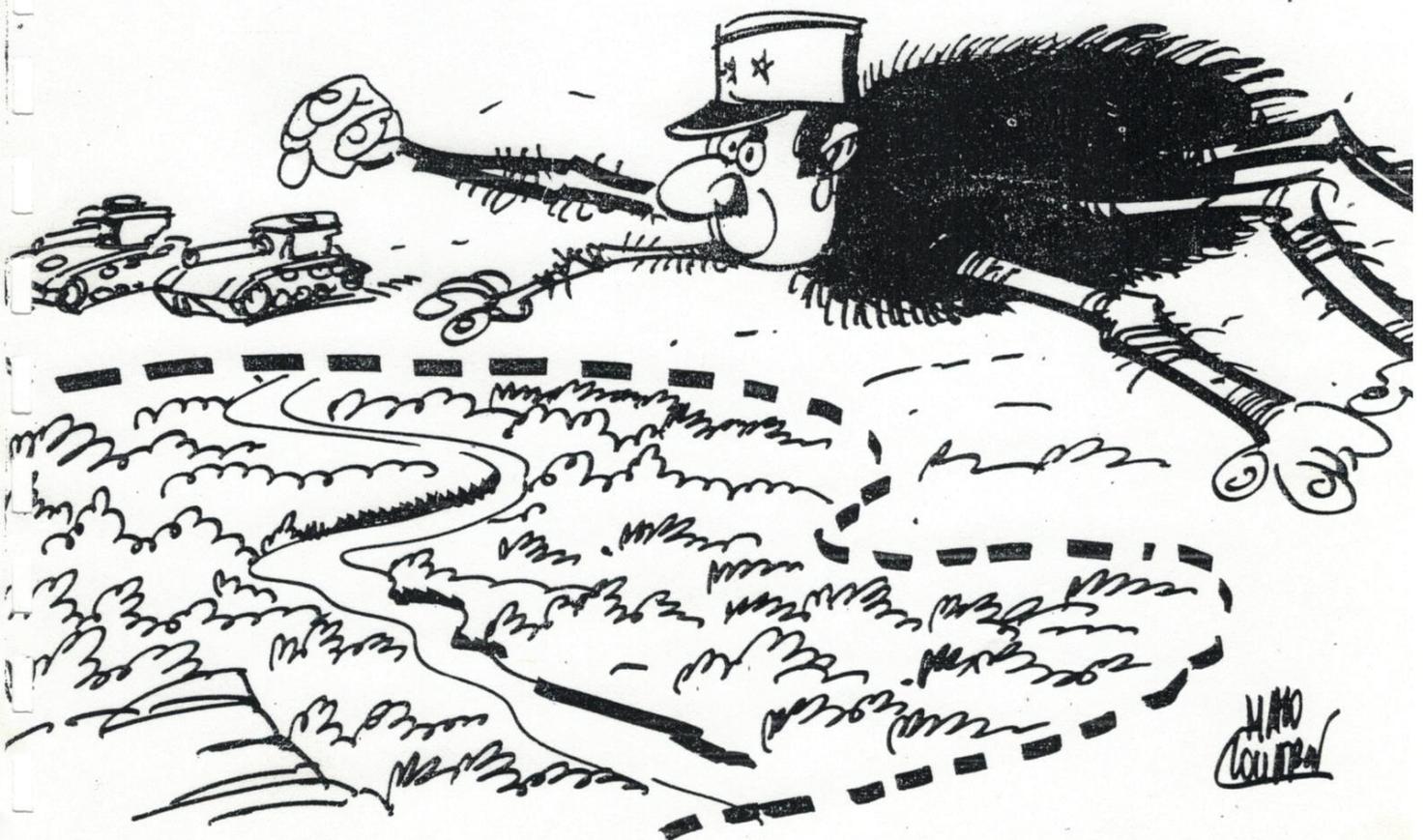


Pierre BRIDIER

Le Camp de Coëtquidan va-t-il dévorer Brocéliande ?



Pierre BRIDIER

**Le Camp
de Coëtquidan
va-t-il dévorer
Brocéliande ?**

INTRODUCTION

La présente brochure a pour but de mieux faire connaître, en Brocéliande et ailleurs, les préjudices graves qui ont été causés à plusieurs communes et à Beignon en particulier par la création du camp de Coëtquidan, il y a un peu plus d'un siècle.

La progression de ce camp constitue un véritable grignotage, inconscient, ou au contraire bien calculé de la part de l'État. Il semble que cela va continuer et achever de ruiner le pays tout entier.

On nous répond en haut lieu que nous sommes de farouches antimilitaristes. C'est faux. Il ne s'agit pas d'un antimilitarisme sectaire et simpliste. On entend répéter à tout instant que "contre" l'Armée, il n'y a rien d'autre à faire que de dire Amen, le petit doigt sur la couture du pantalon, contre des décisions souveraines.

Nous n'entendons nullement prendre position "contre" l'Armée, mais nous nous opposons catégoriquement à un projet absurde de l'Administration, dont les éléments (État, Préfecture, Ministère, Armée), se renvoient la balle au-dessus de nos têtes.

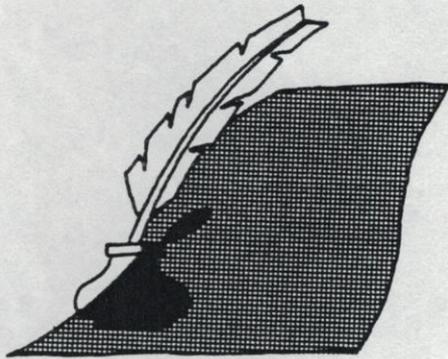
Si nous ne sommes pas en régime de dictature, nous avons notre mot à dire, non pour être écoutés distraitemment comme des importuns, avec condescendance, mais pour être écoutés et respectés.

Le Comité de Défense, à l'unanimité de ses membres, dont les opinions personnelles sont les plus variées sur le plan politique et confessionnel, est pleinement d'accord pour ne jamais utiliser ou favoriser de quelque manière que ce soit les méthodes que l'on déplore quotidiennement en Corse ou au Pays Basque.

Si, par un enthousiasme mal compris, il arrivait qu'un étranger à Beignon se livre à une action brutale ou explosive, ou à des propos injurieux envers qui que ce soit, la responsabilité en reviendrait à une Administration qui resterait sourde et aveugle à tout argument de bon sens.

En haut lieu, on a reproché au Comité de "faire beaucoup de bruit pour quelques brins d'herbe".

En refusant toute manifestation violente, la seule arme dont on puisse servir en toute légalité, est la plume. Malgré les critiques de certains de nos amis qui nous trouvent trop modérés, nous ne demandons pas l'annulation pure et simple d'un projet (ce serait trop beau !), mais le déplacement des installations dangereuses nettement à l'intérieur du camp.



BROCÉLIANDE

On voit de nos jours apparaître un peu partout, à tort et à travers, le nom de "Brocéliande". C'est une mode. Ceci est une très bonne chose si cette évocation est le reflet d'un besoin réel de rechercher les racines profondes d'un pays. C'est un abus de confiance si on l'exploite à des fins mercantiles.

Qu'est-ce que Brocéliande ? A l'origine, une immense forêt qui s'étendait au Sud de l'évêché de Saint-Malo. On peut la délimiter approximativement au nord par Gaël et Saint-Méen-le-Grand ; au sud par Guer, carentoir et Beignon ; à l'est par Plélan et Saint-Péran et à l'ouest jusqu'à Ploërmel. Les voisines de Brocéliande sont la forêt de Montfort à l'est, celle de Lanouée à l'ouest.

Bien entendu, ce massif forestier a disparu en grande partie. Mais il en reste le cœur, la forêt de Paimpont.

La forêt de Paimpont est un bien un cœur toujours battant et vivant, lié par d'impérissables souvenirs à la grande épopée bretonne qui englobe le pays de Galles, la Cornouaille Britannique, l'Irlande. Aujourd'hui, la Manche est une frontière créée artificiellement par la folie et l'ambition des hommes. Jadis, au V^e et VI^e siècle, elle était un trait d'union pour des navigateurs qui n'avaient peur de rien sur la mer. On parlait la même langue des deux côtés ; on avait les mêmes coutumes, la même religion.

Les personnages d'Arthur, de Merlin, de Viviane, ne sont pas aussi légendaires qu'on le pense parfois. Même s'ils sortent de récits très anciens, christianisés ensuite par les missionnaires, il y a derrière toutes ces aventures un message métaphysique et philosophique qui dépasse de beaucoup la simple lecture des mots d'une belle histoire.

Pour pressentir, ou mieux, si on le peut, comprendre ce message, il faut oublier notre vie de dingues du XX^e siècle. Notre monde moderne n'est que folie et aveuglement, paroles, bruits, tintamarre, coups de canons, incompatibles avec le merveilleux équilibre des sons, des formes, des couleurs de la forêt de Paimpont qui ne supporte pas une fausse note. Jadis, la forêt couvrait tout. Il y avait, dit-on, une école de druides au Thélin, près de St-Raoul. Imaginez-vous une école de Druides sans le silence et la sagesse d'une nature respectée ? C'est au Pont du Secret, à la limite Beignon-Plélan, en pleine forêt, que Lancelot et Guenièvre se sont donnés l'un à l'autre pendant une chasse du roi Arthur. Que nous cache le nom mystérieux de Coëtquidan ? Le Marquis de Bellevue le traduit par Coët Indan (Bois d'en dessous de la forêt). Et pourquoi pas Coët Ki Dan (Bois du chien de feu). "Chien de feu". N'y aurait-il pas dans ces mots bretons une sorte de prophétie annonçant qu'un jour la forêt serait menacée par ces chiens de feu que sont les armes modernes ? Les prophéties n'annoncent pas toujours de bonnes choses, mais aussi, peut-être, et plus souvent encore, des épreuves douloureuses qu'il faudra surmonter.

Oui, Coëtquidan est bel et bien en Brocéliande.

Mais Brocéliande, c'est toute la sagesse que les Druides apprenaient par cœur en vingt ans d'études, refusant volontairement d'écrire pour qu'on ne viole pas leur pensée.

Qui sait si un jour les Druides n'interviendront pas, Dieu sait comment, pour éviter que soit définitivement consommé l'anéantissement de leur domaine sacré ?

FIGURES DU PASSÉ

Saint Couturier

Le Marquis de Bellevue, dans son livre sur le camp de Coëtquidan au début de notre siècle, raconte la curieuse histoire de la "grotte" de Saint Couturier.

Cette "grotte" est située sur le domaine d'Augan mais la légende qui s'y rapporte est liée à l'histoire de Beignon.

Précisons tout de suite que cette "grotte" est en réalité un couloir d'environ 50 centimètres de large constitué par un énorme bloc de rocher coincé entre deux parois qui résultent manifestement d'un mouvement géologique.

Le marquis nous raconte qu'à la fin du XV^e siècle, un jeune homme, probablement Yvon Harscouët, fuyant la colère du duc François II, père de la Duchesse Anne, serait venu se cacher dans ces lieux très pittoresques, aujourd'hui annexés par l'armée. Yvon Harscouët aurait conspiré contre Landais, Ministre des finances et favori du Duc.

On parle parfois aujourd'hui de la vallée de Saint Coutumier, mais cela ne signifie rien et le vrai nom qu'il faut retenir comme le fait le Marquis de Bellevue, c'est bien celui de Saint Couturier. Le jeune conspirateur, s'il s'agit bien de lui, aurait été gracié par la suite après l'exécution de Landais. Est-il mort dans sa vallée ou est-il revenu dans sa famille, une fois le danger passé ? Mystère.

Toujours est-il que les bonnes gens qui le voyaient, ignorant probablement son identité réelle, et pour cause, l'appelèrent le saint couturier. Peut-être travaillait-il de ses mains pour gagner sa vie. On a vite fait de poser une auréole d'ermite ou de saint sur la tête d'un homme qui vit seul un peu à l'écart... à moins qu'on ne le soupçonne des plus noirs desseins. C'est tout l'un ou tout l'autre, encore aujourd'hui.

Après son départ ou sa mort, on fit une statue peinte qui le représentait et la légende commença à courir bon train. Il existe plusieurs versions de cette légende. Comme en beaucoup de sanctuaires en Bretagne, les jeunes filles qui désiraient se marier, piquaient des épingles dans la statue. Le Marquis de Bellevue raconte qu'une de ses tantes aurait comme tout le monde, piqué des aiguilles à Saint Couturier : une petite, une longue, une qui se tordit. Elle aurait eu ensuite trois prétendants dans l'année : un petit, un grand et un bossu. On raconte aussi l'histoire des épingles d'une autre façon. Trois jeunes filles auraient piqué chacune son épingle. L'une la plante bien droite et elle épouse un beau garçon ; une autre plante l'aiguille qui tomba et les fiançailles furent rompues ; la troisième, avec une aiguille tordue épousa un bossu.

Ces légendes n'ont rien de très extraordinaire, mais ce qui est beaucoup plus curieux, c'est la façon dont le clergé mit fin à ce qu'il faut bien appeler des superstitions. Le Marquis de Bellevue raconte que les deux recteurs d'Augan et de Beignon, les abbés Mouillard pour Augan et Crosnier (il écrit Chronier) pour Beignon décidèrent vers 1835 d'un commun accord de retirer cette statue de Saint Couturier. Le Recteur de Beignon, revenant d'Augan à cheval essaya de l'enlever mais elle parut si lourde malgré de longs efforts qu'il y renonça. Quelques jours plus tard, il revint avec son confrère et, à eux deux, ils arrivèrent à leurs fins. Le Recteur de Beignon mit la statue, haute d'environ 60 centimètres, en bois, sur sa selle. Immédiatement, il éclata un orage épouvantable, "des torrents de pluie et de grêle". Sur les landes de Coëtquidan, ils furent accompagnés par une meute invisible d'une centaine de chiens hurlants. Tout s'arrêta brusquement quand les Recteurs arrivèrent à la limite de Beignon. L'image de Saint Couturier fut enterrée dans le cimetière de Beignon, donc près de l'église où elle a du depuis longtemps se mélanger à la terre.

Les Recteurs d'Augan et de Guer ont affirmé au chanoine de Bellevue, frère du Marquis et au chanoine de la Fonchais que l'abbé Crosnier lui-même leur avait raconté cette histoire extraordinaire.

Que faut-il en penser ? Le prêtre qui avait vécu cette aventure était digne de foi. Diablerie ? ou intervention divine ? Tout cela reste bien mystérieux. On ne peut pas en vouloir aux prêtres de chercher à supprimer une pratique qui n'avait certes rien à voir avec une saine compréhension de la religion, mais le procédé brutal qu'ils employaient était certainement maladroit. Ne peut-on penser que des paroissiens aient été informés du projet des deux recteurs ? Le déclenchement de l'orage pourrait être une coïncidence et les aboiements des chiens une farce bien montée. Faut-il croire au contraire aux manœuvres d'un sorcier comme il y en avait encore dans nos régions. La sorcellerie est un fait indiscutable ; la dévotion à une statue frôlant l'idolâtrie est contraire au vrai sens de la foi ; des sorciers auraient-ils eu le pouvoir de manifester ainsi leur mécontentement ? Nul ne saura jamais le dernier mot de cette histoire.

S'il s'agit de sorcellerie, comment ne pas faire un rapprochement entre cette explication complétant une carte postale de la fameuse "grotte" et la donnant comme "ancien passage de Cabino, demeure de la fée Morgane" et un texte de Jean Markale (Christianisme celtique et survivances populaires, page 144). Il parle de Goibniu, Dieu forgeron des légendes irlandaises. Près de Ploërmel, il existe la niche de Gobineau. Les liens séculaires entre l'Irlande et Brocéliande ne sont plus à démontrer. La ressemblance entre Gabino, Goibniu et Gobineau est manifeste. Or, en pays Gallo, Gobineau, c'est un des nombreux surnoms que l'on donne... au Diable !!

Compère Guillery

On voit encore sur le territoire du camp, en Campénéac, à l'emplacement du village de Guillerien une grande masse de terre entourée de fossés. Cela fait penser à une de ces "mottes" sur lesquelles on construisait des fortifications dans le Haut Moyen-Age.

Peut-être est-ce le cas, à l'origine, mais il s'agit ici des restes d'un château (?) occupé au début du XVII^e siècle par un personnage dont on connaît la chanson :

Il était un p'tit homme
Qui s'ap'lait Guilleri
Carabi...

En fait de "petit homme", ce Guillery là était un sinistre bandit dont on connaît l'histoire. Ce n'est pas de la légende, mais une triste réalité.

Les Guillery étaient une famille de vieille noblesse bretonne. Jean Guillery, le père, était un brave homme qui avait combattu dans les rangs de la Ligue aux côtés du Duc de Mercœur. Rallié à Henri IV après l'abjuration, il servit dans ses armées, accompagné de ses trois fils : Mathurin, Philippe et Guillaume. Une fois la paix revenue en 1601, Jean Guillery retourna dans ses terres.

Mais ses trois fils avaient pris goût à la guerre, comme cela arrive quelquefois à ceux qui considèrent le combat comme une sorte de sport exaltant. Faut de guerre, ils devinrent chefs de bandes et se mirent à piller le Poitou. Le père en mourut de honte.

Henri IV fit envoyer la troupe contre eux. Mathurin fut tué au combat et Philippe, reconnaissant ses crimes et demandant pardon, fut roué sur la place publique, à La Rochelle. Quant à Guillaume, il vint ici se réfugier avec le reste de sa bande et continua dans notre région sa vie de débauche et de brigandages.

Il s'installa sur une terre qu'il avait probablement volée au lieudit aujourd'hui Guillerien.

Mais lui aussi fut pris et pendu à une branche de chêne devant son château.

Il est probable que les matériaux récupérés sur sa demeure ont servi à construire les maisons dont les ruines se voient encore dans les broussailles. Certains pensent que le nom donné au démon en pays de Ploërmel "le vieux Guillaume" pourrait être un souvenir de Guillaume Guillery.

En 1874, il y avait, paraît-il, dix mille personnes en présence de l'Évêque de Vannes et des autorités militaires. Le pardon de Sainte Reine se déroulait sur trois dimanches. L'un avant le 8 Septembre, l'un après le 8, un autre le dimanche suivant. Le second dimanche était le plus suivi, mais au troisième, il avait peu de monde. Ces fêtes étaient d'autant plus animées que des forains venaient s'y installer. On y vendait naturellement galettes et saucisses. Le cidre valait trois sous le pot et la bolée un sou. Le grand dimanche, on dansait la Guedillée et la polka. Il y avait également à Sainte Reine messe et vêpres un jour pendant les rogations. Souvent, les conscrits de Beignon et de Porcaro s'y entraînaient à la bagarre. Ces fêtes traditionnelles furent maintenues jusqu'en 1912. Le dernier pèlerinage eut lieu le deuxième dimanche, cette année-là. Des anciens du pays ont encore le souvenir en tête. En Août 1912, le "grand dérangement" qui porta le domaine du camp à 5.000 hectares amena la destruction complète de la chapelle, malgré les engagements qui avaient été pris par l'Armée de maintenir la vieille tradition sur place.

Quand on voit les lieux, en bordure de la route d'Augan, on se demande en quoi cette chapelle pouvait gêner les manœuvres.

Il serait trop long de raconter ici comment Sainte Reine en Bretagne, et spécialement à Beignon est liée étroitement à Alise Sainte Reine (Alèsia où Vercingétorix dut se rendre à César) en Bourgogne.

La statue en bois de Sainte Reine se trouve maintenant dans l'Église paroissiale de Beignon.

Il ne reste aucune trace des chapelles St-Méen et Saint Mathurin. A proximité de la chapelle Saint Méen, il y avait un très beau calvaire à personnages. Il avait été respecté par l'Armée. Ce sont, semble-t-il, des cantonniers qui l'auraient brisé pour empierrer les chemins, il y a quelques dizaines d'années.

Quand à la chapelle Saint-Malo de Beignon, disparue également, elle avait été inaugurée en 1612 par Monseigneur Jean du Bec, Évêque de Saint-Malo. Elle était surmontée d'un petit clocher ; elle était à peu près carrée...

Les croix et calvaires

Les croix et calvaires qui existent encore dans les communes qui entourent le camp nous donnent une idée de toutes celles qui ont disparu. Quelques-unes ont été sauvées de justesse, mais il en manque au moins une vingtaine sur le seul canton de Guer. Ce sont souvent des plaques de schiste, d'un bloc, taillées assez sommairement ; plus elles sont rustiques, plus elles sont anciennes. Certaines remontent probablement au X^e ou XI^e siècle. Ont disparu les croix de Treslan - Landelles - Ville Quinio - Ville Helle - Moulinet - Pelletière - St-Méen - Laignillon - Hadié - Goupil - Chenaies - Épinay - Ste-Reine (2) - Suzanne - Coutume - Roherman - Chapitre - Croix rompue - Croix aux moines.

Manque la liste des croix sur Campénéac.



VESTIGES DU PASSÉ

Mégalithes

Il existait sur le territoire du camp de Coëtquidan de nombreux vestiges préhistoriques. Prévoyant en 1911 les dégâts irréparables qui résulteraient de la création du champ de tir, le Marquis de Bellevue voulu en faire le recensement. Il nous annonce trois dolmens en Augan et Campénéac, à Roherman, Brambellé, La Ville Marquée. Il note, toujours en Campénéac un galgal, "amas considérable de grosses pierres", qui a été fouillé vers 1850.

Il parle pour l'ensemble du camp "d'un grand nombre de tumuli ou tombelles" et de fouilles en 1820 et 1899. On a trouvé des haches en bronze, un couteau en silex.

Il y aurait encore probablement, dans des zones relativement éloignées de la chute des obus, beaucoup de choses intéressantes à découvrir. Cela est-il compatible avec les activités du camp ? Bien des sites ont été tellement bouleversés que tout est irrémédiablement perdu.

Il y a quelques années, un officier respectueux de tout ce mystérieux passé a fait entourer de barbelés une "allée couverte" près du Bois du Loup. Espérons que cette protection sera efficace, mais résistera-t-elle à l'écrasement d'un char ?



A BEIGNON, la Chapelle Sainte-Reine, inaugurée le 30 novembre 1695 par Monseigneur de Guémadeuc, Evêque de Saint-Malo, fut le centre d'un pardon très connu dans la région. En l'expropriant en février 1880 pour l'extension du Camp de Coëtquidan, l'armée s'était engagée à respecter la Chapelle et à y maintenir le Pèlerinage. Elle fut néanmoins rasée après les grandes expropriations de 1911 et 1912 (dernier pardon en 1912). La statue de Sainte-Reine est maintenant conservée dans l'Eglise paroissiale.

La Chapelle Sainte-Reine
Beignon
1911

Chapelles

Sur Beignon, il y avait jadis trois chapelles et de nombreux calvaires. Toutes les chapelles ont été rasées par l'Armée, de même que celle de Saint-Malo de Beignon.

La plus importante de toutes, c'est Sainte Reine, dite Sainte Reine des Aulnays. Elle avait été réédifiée à l'emplacement d'un ancien oratoire du XV^e siècle, par les soins de Monseigneur de Guémadeuc et consacrée le 30 Novembre 1695. Il y venait beaucoup de monde de tous les pays environnants et même de Rennes.



14. - Camp de COËTQUIDAN. - Chapelle St-Méen (16^e siècle)

15 SEP. 1983

Courrier de la Direction
Départementale de l'Équipement
adressé au Colonel BRUNET.

Remarquez les dates très antérieures
à Décembre 1983.

La Municipalité de Beignon ne savait rien.

Monsieur le Colonel BRUNET
Directeur des Travaux du Génie
Quartier Foch
35998 RENNES ARMEES

SATF/SAN/JM/LM

OBJET : COETQUIDAN - Classement du futur dépôt
régional de munitions.

REF. : V/Lettre 376 du 27 Janvier 1982.
M/Demande du 19 Février 1982.
V/Lettre du 13 Avril 1982.
V/Lettre du 9 Septembre 1983.

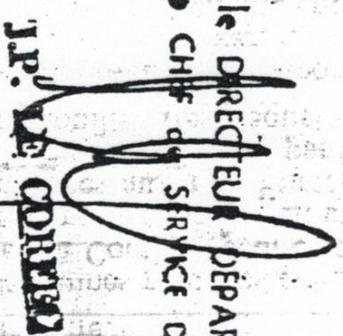
Par ma lettre du 19 février 1982, j'avais fait ressortir que la circonférence marquant la limite de servitude s'approchait de quelque 250 mètres du Centre même de l'agglomération de BEIGNON.

Cette disposition me paraît regrettable. En effet, même si le bourg ne paraît pas devoir s'étendre dans la direction Sud Ouest, ce secteur subira définitivement une servitude qui pourra se révéler préjudiciable dans les années à venir pour des projets aujourd'hui non prévisibles.

D'après les plans présentés, le futur centre se trouverait approximativement à l'emplacement du parcours équestre situé à l'Ouest de l'actuel dépôt.

Dans ces conditions, il me paraîtrait souhaitable de tirer later légèrement vers l'Ouest le centre de l'implantation du futur dépôt, de façon que la circonférence n'empiète plus sur la partie "civile" du territoire communal, ou tout au moins ne s'approche pas d'assez près de la partie agglomérée.

COPIES
Subd. MALESTROIT
SAM
Chrono

Pour le DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL
Le CHIEF de SERVICE DÉLÉGUÉ

J.P. CORREIA

Villages et château

On peut s'étonner qu'il n'y ait qu'un seul château sur le territoire du camp. Cela s'explique du fait que le château de Saint-Malo de Beignon, appartenant aux Evêques de Saint Malo se trouvait dans le bourg et que, sur Beignon, propriété de l'Evêque, les paysans, usant de leurs droits légaux, ont empêché leur suzerain d'"afféager" (céder) à des personnes riches des terrains qu'ils considéraient, à juste titre, comme biens de la communauté. Le dernier procès avait été gagné contre l'Evêque en 1783.

Le seul château témoin du passé, c'est celui du Bois du Loup en Augan.

Il faut reconnaître qu'en dépit de sa belle allure, il n'avait pas grande valeur archéologique. Le château avait été construit en 1874. Les américains se sont amusés à "faire des cartons" dessus en 1945. C'est tout de même dommage. Les Allemands l'avaient occupé sans le détruire.

Cependant, les ruines actuelles occupent un emplacement déjà connu dans l'histoire de Bretagne. C'est à Coëtlev (peut-être le Bois du Loup en question) que le roi Breton Nominoë tint le fameux synode qui, au printemps 849 décida la déchéance des Evêques Bretons, très inféodés aux rois Francs. Nominoë les accusait de simonie, c'est-à-dire d'avoir obtenu leur titre d'Evêque par intrigue politique ou moyennant finances. C'était d'ailleurs une "magouille" très fréquente à cette époque.

Le château était devenu une importante seigneurie au XIV^e siècle. C'est là que fut créée la fameuse chanson des gars de Campénéac, dont il serait trop long de raconter l'histoire authentique ; on la chante encore de nos jours.

Bien entendu, tout le territoire était parsemé de "villages" et de fermes, au moins une trentaine, dont on retrouve les noms sur les cartes d'Etat Major, avec la mention, "ruines". Ce n'étaient pas du tout des ruines en 1912. Il y avait même de très belles maisons.

Sur Augan : Ferme de Coëtquidan - Roherman - Le Roland - La Porte Gardais - Caradec Trevinio - Moulins de Vobulo et de Lizan.

Sur Campénéac : Les Forges - La Châtaigneraie - Haut Bernéant - Bas Bernéant - Guillerien - La Ville Regnault - La Mare usurière - La Vallée - La Ville aux vents - Le Fil - La Hueterie - Gouvier - Moulin de Raulo -

Sur Porcaro : Largouët.

Sur Beignon : Montervilly - Le Fou - Launay Salmon - L'Épinay - Le Moulinet - La Ville Quinio - La Ville Hell - Le Val - Treslan - La Houssaye - Lanviel.

La nature a repris ses droits sur toutes ces "ruines". On voit souvent des traces de sangliers et certains taillis sont devenus impénétrables, même pour des militaires, sans outillage pour se frayer un chemin.

LE GRAND DÉRANGEMENT

"Le grand dérangement", c'est ainsi que les Canadiens d'origine française appelèrent l'exode qui leur fut imposé par les colonisateurs anglais. C'est également le terme qui convient pour définir la manière dont l'Etat s'empare des deux tiers de la commune de Beignon et d'une bonne partie des communes voisines, en particulier sur Campénéac, pour créer le camp de Coëtquidan.

Si aujourd'hui, on voulait détruire un pays comme on l'a fait pour Beignon, cela ne se passerait pas sans douleur. Personne ne pourrait prévoir les réactions, même en dehors du pays de Brocéliande. Si le Comité de Défense de Beignon s'interdit toute manifestation violente, rien ne prouve que des inconnus ne profitent de ce conflit pour jeter dans l'affaire un grain de sable que les Beignonnais ne souhaitent pas du tout.

Mais alors, pourquoi toute cette publicité qui risque d'être dangereuse ? Si Beignon veut se défendre pacifiquement, c'est la publicité qui reste son arme essentielle. Un militaire accepterait-il de se désarmer sous prétexte qu'il risque de provoquer, Dieu sait où, des réactions imprévisibles ?

Pour comprendre comment ce "grand dérangement" a pu se développer aussi facilement, malgré certaines résistances locales, à Treslan entre autres, il faut faire le point de l'état d'esprit dans nos campagnes il y a un siècle.

En 1912, la France était encore sous le coup de la débâcle de 1870. Deux ans plus tard, ce devait être le départ des poilus, la fleur au fusil, dans un enthousiasme qui a coûté plus cher aux Bretons qu'à beaucoup d'autres. Les cœurs bondissaient dans les poitrines aux accents de la musique militaire. Dans tous les "patros", il y avait des cliques avec clairons et tambours, on y apprenait à marcher au pas, à tirer au fusil, on faisait la préparation militaire avant le service. Le roulement des canons derrière le piétinement des chevaux, cela sentait bon la revanche contre un ennemi soi-disant héréditaire, devenu aujourd'hui, en 1984, un partenaire loyal.

A l'époque, le mariage d'amour entre l'armée et la population permettait de grands sacrifices sur l'autel de la patrie et on se résignait à l'expropriation au service de la France éternelle.

En Brocéliande, l'idée d'un camp militaire a commencé en 1843. Il y avait un terrain de manœuvres sur la lande du Thélin, entre Plélan et Guer. En Septembre, le Duc de Nemours, fils de Louis-Philippe séjourne pendant trois semaines au château de Saint-Malo de Beignon pour assister aux manœuvres. Mais ce n'est que plus tard que commença réellement l'installation de Coëtquidan.

Nous en suivrons pas à pas la progression à travers les documents irréfutables du Cahier des délibérations du Conseil Municipal de Beignon.

On voit apparaître le projet d'un champ de tir le 23 Juin 1873 ; le 6 Juillet suivant, on a consulté les habitants. La commune venait de vendre à des agriculteurs des terres excellentes sur les landes jusque là plus ou moins négligées. On était à l'époque des premières méthodes d'enrichissement de la terre, par le chaulage en particulier. Les landes allaient devenir des champs de blé pour le plus grand bien des paysans. Les terres vendues se trouvaient à la limite du champ de tir. Bien entendu, les nouveaux propriétaires n'étaient pas ravis du voisinage. Dans le reste du pays, on était en général assez indifférent. Trois ans après la catastrophe de 1870, on voyait sans ennui l'installation de l'armée avec laquelle on avait passé un bail en bonne et due forme, sans se douter que quand on met un doigt dans cet engrenage, c'est tout le corps qui y passe. On renouvela le bail en Septembre 1875 et Mars 1877 et 1879.

En Juillet 1879, première expropriation. Pas grave, 5 hectares. "Pas grave", mais c'est le début d'un gigantesque cancer qui va ronger Beignon, Saint-Malo de Beignon, Augan, Campénéac, Porcaro, Guer.

Pour faire passer la pilule, l'armée donne le crottin de ses chevaux. Le fumier de cheval, ça se vend bien. On emploie l'argent du bail et du fumier à l'aménagement des chemins.

Le 22 Février 1880, on agrandit le camp. Le cancer gagne la Chapelle Sainte Reine. L'armée promet de respecter la chapelle et d'y maintenir le pèlerinage. Les Conseillers Municipaux en sont tout émus et remercient le commandement militaire pour sa magnanimité. Pensez donc... on reçoit encore du fumier !

Le 15 Mai 1881 : changement de ton. On ne négocie plus avec les paysans, on envoie une notification d'expropriation de 105 hectares. Le Conseil Municipal ne sait même plus où s'arrêtent les limites du camp et demande un bornage précis autour de Sainte Reine pour éviter toute contestation éventuelle.

Le 6 Février 1887 : la commune fait une pétition pour demander l'expropriation de carrières de pierres sur son terrain... pardon, sur le terrain de l'armée.

En Février 1897 : le Commandant du camp demande qu'on abatte sur le terrain de Sainte Reine des châtaigniers qui le gênent.

Le 24 Mars 1907 : le Maire informe son conseil qu'il est question d'exproprier "La Bonne Fontaine" qui donne de l'eau à sept villages plus le bourg. Or, il y a peu d'eau dans le pays. Les ruisseaux sont souvent à sec en été.

Et le Conseil accepte de céder encore plus de 15 hectares de terre pour 15.368,80 Frs et "La Bonne Fontaine" pour 18.000 Frs.

Le moyen de refuser ? C'est le pot de terre contre le pot de fer. Il faut à tout prix de l'eau pour la commune. On va engager géologues et radiésthésistes pour en trouver. On en trouve, à Lanviel et à Treslan. Lanviel est en hauteur. Avec des canalisations, on peut faire venir l'eau au bourg. Hélas ! En 1911, le cancer gagne Lanviel et Treslan.

La commune avait fait des efforts prodigieux pour améliorer les chemins. Le 20 Février 1910, on demande une subvention pour aménager le chemin n° 9 (de la Ville Quinio à Treslan). Le 25 Janvier 1911 on réclame le déclassement de ce chemin, annexé par l'armée. Comment penser que les Beignonnais avaient été prévenus de ces nouvelles extensions du camp, puisque, moins d'un an après avoir demandé une subvention, ils demandent le déclassement de ce même chemin.

Il faudrait vraiment être naïf pour avoir encore confiance en 1984.

ET DEMAIN ?

Nous arrivons en 1984. Brusquement, nouvelles exigences de l'État. Après une accalmie relative de soixante dix ans, le cancer repart, insidieusement, en catimini.

Les Beignonnais continuaient leur petit bonhomme de chemin, confiants et combien naïfs !

Bien-sûr, en 1962, on avait construit, juste à l'entrée majestueuse du camp sur la R. N. 24, au niveau de la barrière d'accès, un dépôt de munitions avec baraques et miradors. Il y avait eu une enquête auprès de la Mairie, mais si discrète que personne n'y avait fait attention. On ne passe pas sa vie à examiner les tableaux d'affichage officiels. Il faut bien mettre les munitions quelque part. On aurait pu choisir un autre endroit plus à l'écart des maisons... et puis le périmètre de sécurité pour 600 tonnes (une bagatelle !) ne touchait aucune zone habitée, juste quelques bouts de champs. Pour prétendre qu'il y avait là une menace, cela aurait supposé un bien mauvais esprit. Passons...

En 1981, rebelotte discrète pour installer un chenil à 100 mètres des habitations de Launay. Là encore, il y a eu enquête... quand les travaux étaient presque terminés ! ... et les voisins des chiens ne peuvent plus dormir la fenêtre ouverte.

En Décembre 1983, il est question de rassembler dans le camp, sur le territoire de Beignon, 2.200 tonnes de munitions, dont 220 tonnes d'explosifs ; du coup, le périmètre de sécurité arrive à 250 mètres de l'Église. Trois village sont inclus dans la zone dangereuse : Launay, La Vigne, La Daoutte. Le projet dort dans les cartons depuis 1977. C'est presque par hasard que le maire et les adjoints en ont eu connaissance en Décembre 1983. Le club des anciens de Beignon a "bondi" en apprenant un tel plan d'extension.

Immédiatement, le Conseil Municipal, à l'unanimité a refusé le projet.

Le 25 Janvier, un Comité de défense a été constitué en Association selon la Loi de 1901.

Le 21 Janvier 1984, dans la salle de réunions de la Mairie, confrontation avec les officiers chargés d'expliquer toute l'affaire. Ils avaient, dit l'un d'eux, l'impression de "descendre dans la fosse aux lions". Or, ils se sont trouvés en face de 200 personnes (salle comble) parfaitement correctes et polies, mais pas du tout disposées à admettre les thèses présentées sans discussion.

Voici donc les éléments en présence :

L'armée veut agrandir le dépôt actuel sans le changer de place. Il en résultera des contraintes sur les constructions éventuelles dans le périmètre concerné. Les permis de construire seront soumis à l'autorité du Ministre de la Défense, représenté par le Général Commandant la 3^{ème} Région Militaire.

Aux réclamations du Comité de Défense, les représentants de l'État répondent "que l'on fait beaucoup de bruit pour quelques brins d'herbe".



Ces contraintes, indépendamment de l'insécurité des lieux, déprécient terriblement les terrains. Personne ne voudra s'installer dans ce secteur ; les notaires eux-mêmes le déconseillent. Donc, il y a manifestement dévalorisation du pays tout entier. Le jour où l'Armée voudra annexer tout simplement le reste de la commune, les indemnités d'expropriation seront insignifiantes.

Voici un exemple : Il existait jadis à Beignon deux grandes tanneries. En 1790, elles étaient les plus importantes du Morbihan.

L'une de ces entreprises, arrêtée pendant la guerre de 1940 a été achetée, il y a quelques années par Jean-Pierre Le Thiec, Architecte, qui en a fait une belle et confortable demeure à Launay.

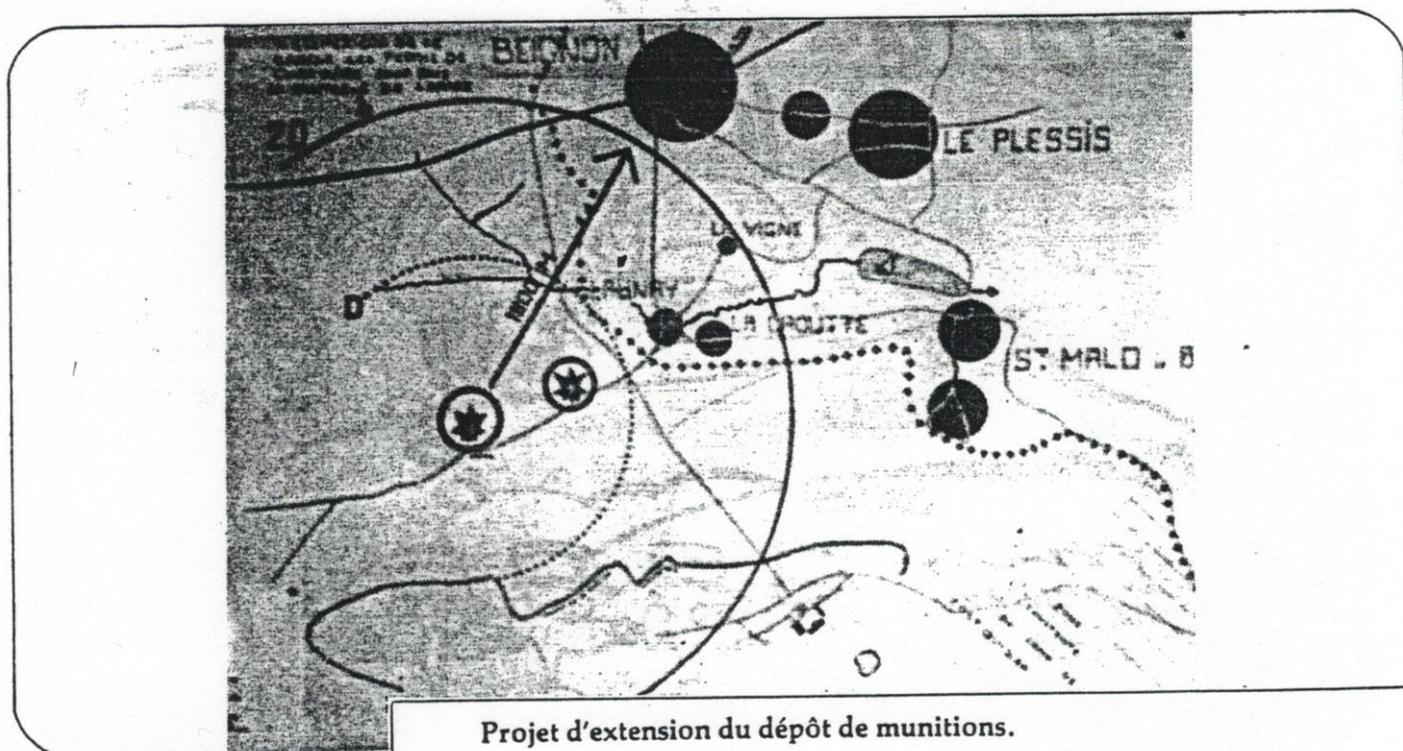
L'autre tannerie "des Grands Prés" s'est arrêtée il y a environ trente cinq ans. Les bâtiments, semblables à ceux de Launay seraient, eux aussi, très utilisables. Un "vacancier" très sympathique, qui aimerait trouver dans la région une maison ancienne à rénover n'a même pas pris contact pour un achat qui l'aurait intéressé. Le prix en serait très raisonnable, mais elle est en bordure du camp, en pleine zone "d'insécurité", donc invendable.

Si on demande aux militaires de déplacer leur dépôt de quelques centaines de mètres vers l'Ouest, ils répondent que ce n'est pas possible, soit par économie, soit parce qu'il y a des trajectoires de tir.

La réponse est simple : si c'est par économie et pour réutiliser le dépôt actuel, il suffit d'aller voir sur place. On peut constater que ce n'est pas difficile de refaire un peu plus loin les buttes de terre et les baraques actuellement en service. Il est prévu des abris bétonnés. Tout est donc à refaire. Le Génie dispose de main d'œuvre et d'engins de terrassement. Le travail est facile à exécuter à moindre frais. Cette dépense est vraiment minime dans le budget de l'Armée ; mais le préjudice causé à une communauté humaine de 650 habitants est énorme.

Autre argument de l'Armée : la trajectoire de tir.

Les spécialistes affirment que les abris bétonnés qu'ils appellent "igloos" sont totalement insensibles à la chute d'un obus. C'est tout à fait vraisemblable. Or, il est très rare qu'un obus tombe sur la R.N. 24 qui se trouve beaucoup plus près du point de chute que l'éventuel dépôt. De plus, il est admis qu'un obus ne peut rien faire à un igloo ; donc l'argument des militaires ne tient pas, et la trajectoire en question, de l'aveu même des officiers, ne sert presque jamais.



Projet d'extension du dépôt de munitions.

Autre considération de bon sens. Pourquoi veut-on fermer un dépôt qui handicape l'essor de St Ave (ce qui est très normal) pour handicaper l'essor de Beignon. C'est vraiment énorme !

Autre argument que rejettent les militaires : les risques de sabotage par un commando bien décidé. Comment ne pas se poser de questions sur ce qui s'est passé réellement à Foix et à Pau (voir Ouest-France du 22 Mai et 2 Juillet 1984). Que penser des gigantesques explosions qui ont détruit une partie importante des munitions de la Marine soviétique (Ouest-France du 11 Juillet 1984). Voici la fin de cet article : "*Selon le Jane's Weekly, cette explosion ne serait pas un phénomène isolé.*" En sept mois, cinq autres installations militaires soviétiques ont été sinistrées, parmi lesquelles le dépôt de munitions de Schwerin en Allemagne. Les Russes ne sont tout de même pas des enfants et leur service de renseignement n'est que trop célèbre dans le monde entier.

Il passe chaque année des centaines de soldats, gradés ou non, qui connaissent les plans des installations. Rien ne prouve que certains d'entre eux, exemplaires dans le service, ne servent pas d'agents de renseignement à des mouvements extrémistes ou à des puissances étrangères.

Quand on sait qu'il y a une vingtaine d'années deux pignons de maisons, à l'Ouest du bourg ont dû être reconstruits, aux frais de l'armée, à cause des ébranlements résultant des exercices de tir, on se demande ce qui arriverait si un seul "igloo" venait à sauter ???

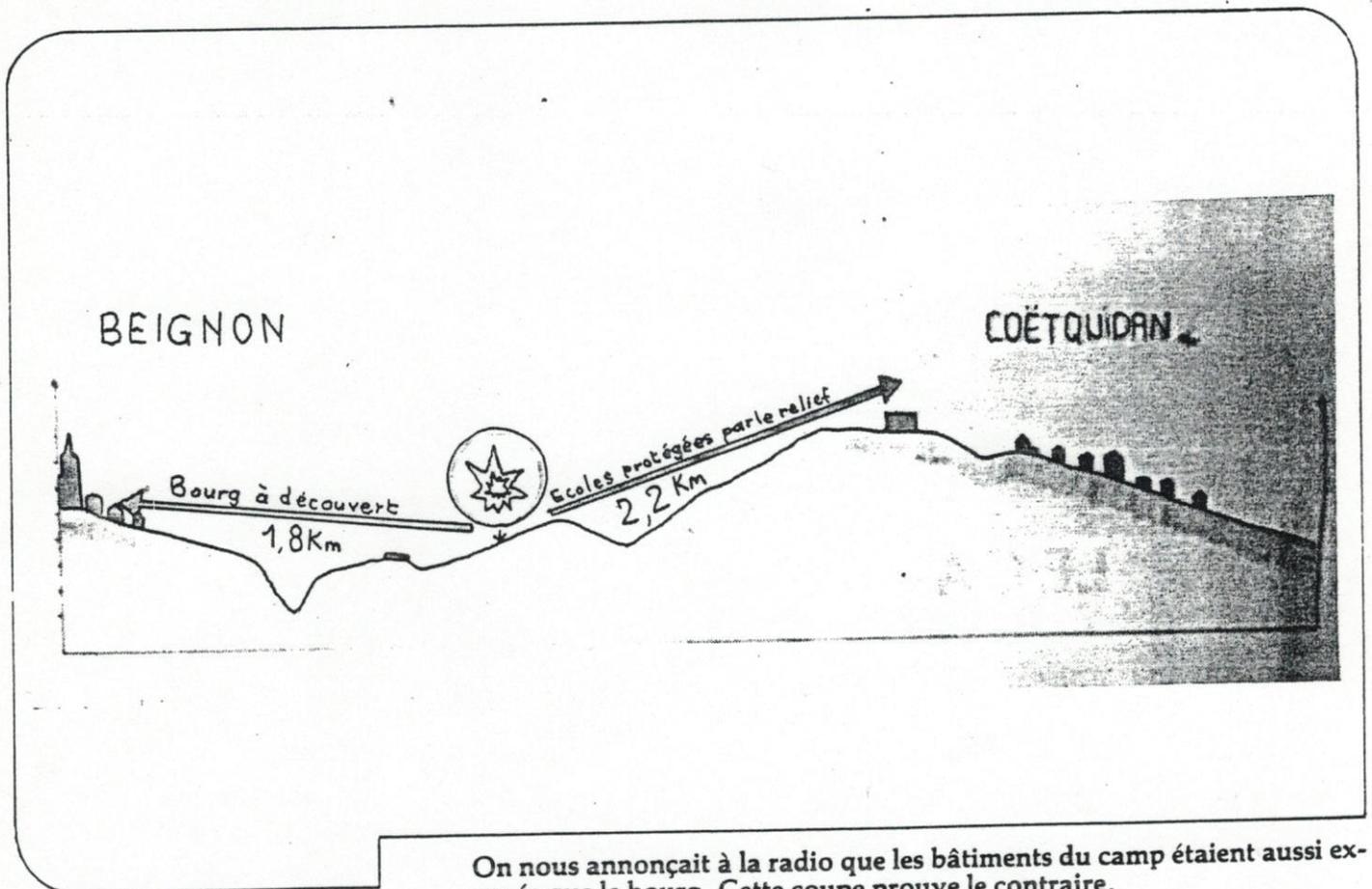
Ce n'est pas à huit cents mètres plus à l'Ouest qu'il faudrait normalement installer le dépôt, mais au moins à 2 kilomètres 500, sans pour cela faire subir à une autre commune limitrophe du camp un voisinage que refusent St-Ave et Beignon.

Ou alors, Beignon est-il déjà condamné et s'agit-il d'un sursis ?

Certes, les officiers jurent leurs grands Dieux qu'il n'est pas question d'en demander plus dans l'avenir. A eux, non. Ils sont des exécutants. Il n'est pas question de mettre en doute leur loyauté, mais ils sont comme l'oiseau sur la branche, y compris le Général Commandant la région. Demain, qui les remplacera ? Leur garantie d'aujourd'hui ne vaut rien pour leurs successeurs. Savent-ils, eux-mêmes, quelles sont les arrières pensées dans les couloirs des Ministères ?

Les officiers disent que le camp de Coëtquidan est tout petit. C'est vrai. Avec les engins actuels, il leur faudrait au moins toute la forêt de Paimpont. Elle est déjà entamée au Nord de Campénéac et de Beignon.

Pourquoi s'arrêteraient-ils en si bon chemin ? Mais toucher au cœur de la forêt déchaînerait un tel élan de réprobation de la part des écologistes, des historiens, des poètes, des Gallois en Grande Bretagne, des Irlandais, de toute la Bretagne, de ceux qui savent ce que Brocéliande apporte depuis des siècles à la culture Européenne et mondiale. La forêt est sacrée. Ses sortilèges ne sont peut-être pas uniquement des légendes. Les conséquences seraient imprévisibles.



Comment ne pas terminer ces bien modestes observations sur ces quelques lignes de Monsieur René Pléven, Compagnon de la Libération, qui fut si souvent Ministre. Il a écrit dans son livre "Avenir de la Bretagne" (Calmann-Levy 1961) Page 37 : "... une nation n'est pas faite de robots. Il existe un fait psychologique, social, politique qui s'appelle le tempérament breton. Celui-ci accepte de moins en moins que la Bretagne soit considérée comme une réserve de main d'œuvre, de soldats, de marins, de petits serviteurs de l'État, recrutés ou mobilisés selon les besoins. La France va vers des déchirements qu'elle ne soupçonne pas, si elle ne donne pas à la Bretagne la possibilité de s'épanouir et de jouer un rôle dans l'essor français, car elle a un rôle à y jouer".

*Le Silence
peut être
lâché*



NI MILITARISTES
A TOUT CRIN
NI ANTIMILITARISTES
PRIMAIRES

NOUS DÉFENDONS NOS DROITS

ET L'AVENIR DE NOS ENFANTS



LE CAMP — PROVIDENCE ?

Lorsqu'une armée s'installe quelque part, en métropole ou dans un pays colonisé, elle semble convaincue qu'elle doit remplir un rôle civilisateur, une sorte de protectorat très "paternaliste".

Il est donc paradoxal que l'Armée, dont le but est de "défendre la patrie" selon la devise bien connue, puisse choisir pour s'entraîner des territoires en pleine activité dont elle détruit moralement les valeurs les plus sacrées et matériellement l'économie la plus essentielle au développement de ces territoires.

Brocéliande est un des foyers les plus importants de la culture mondiale (voir le long article de Ouest-France du 17 Août 1984).

On pourrait se demander si Coëtquidan n'a pas été implanté comme camp militaire au cœur de la Bretagne à l'époque insensée où l'on humiliait systématiquement et lâchement par le "symbole" ou le "sabot", en Bretagne, au Pays Basque et ailleurs les enfants qui parlaient entre eux la langue traditionnelle de leurs parents.

Enseigner le Français dans toutes les écoles, est normal, mais sans détruire systématiquement la langue régionale qui est l'âme d'un pays.

On ne peut pas dire qu'en Brocéliande l'armée a détruit la langue du pays. Ce n'était pas nécessaire. Mais elle a gravement blessé son âme et handicapé son avenir matériel.

Détruire l'âme d'un pays, c'est détruire aveuglément ses menhirs, ses chapelles, ses calvaires, ses traditions. Il y a bien un menhir près du Musée du Souvenir. Il est authentique, mais en déportation, et parfois les élèves s'amuse à le barbouiller. Quel scandale si on barbouillait, à 20 mètres de là le Musée de leurs souvenirs. Trente deux villages ont été anéantis (ce qu'on appelle ici un village, c'est ce qu'on appelle hameau en France).

Nous l'avons vu au chapitre "Le grand dérangement", le pays était en plein essor. La partie Sud de la route de Ploërmel était couverte de villages bien vivants. Les vestiges de certaines maisons, surtout sur Campénéac prouvent une véritable aisance. Dans les fourrés, on découvre au hasard de belles cheminées de pierre, des fours à pain qui semblent tout surpris qu'on ne leur apporte plus leur ration habituelle de bonne pâte à cuire. Les arbres fruitiers délaissés sont morts depuis belle lurette.

Au Nord de la route, il y avait beaucoup moins d'habitations ; c'était déjà la forêt de Paimpont avec ses insondables mystères dans lesquels on ne sait plus où s'arrête le rêve, où commence la réalité. Ce morceau de forêt brûle chaque année quand il y fait bien sec. Le feu démarre quand il y a des exercices de tir. Il ne reste plus sur place que des landes calcinées, des squelettes d'arbres brûlés vif, sans compter toute la faune des animaux sauvages, fous de terreur devant l'incendie qu'on ne peut même plus arrêter parce que les obus qui ont fait long feu explosent à la chaleur et risqueraient de tuer les pompiers. Ce qui a brûlé une année repousse pendant les années suivantes. Le feu fait son travail à côté et revient sur les mêmes lieux au bout de deux ou trois ans.

Les officiers répondent que si ces terres étaient restées en culture, les paysans auraient déserté aujourd'hui, victimes de l'exode des campagnes.

Certes, comme partout, il y aurait moins d'agriculteurs, mais il y en aurait encore ; cette "Champagne" serait quand même en pleine activité, d'autant plus qu'il y a plus d'un siècle, les paysans commençaient à travailler de manière moins empirique qu'autrefois. C'est à Trecesson, sur la lisière de ce qui devait devenir le champ de tir, que fut créée la première École d'Agriculture du Morbihan et de Bretagne (certainement une des premières de France), au milieu du XIX^{ème} siècle, pour les enfants de fermiers des environs.

Mais, nous dit-on, il y a sur le camp un personnel civil qui occupe une certaine main d'œuvre. Les fils des expropriés qui sont restés au pays sont maintenant ouvriers, employés de bureau, balayeurs. C'est exact, mais ne seraient-ils pas mieux sur les terres que leurs ancêtres se transmettaient de siècle en siècle ? Depuis quelques années, l'armée n'embauche plus de personnel. Elle forme elle-même, dans le cadre militaire, ce dont elle a besoin. C'est d'ailleurs parfaitement logique.

Le recrutement éventuel de civils se fait par concours à l'échelle de la France entière.

L'enquête publique fait miroiter la création de dix emplois pour le nouveau dépôt de munitions. C'est une astuce de propagande pour le moins inélégante en période de chômage. A qui ferait-on croire qu'on va confier à des civils l'entretien de cette énorme poudrière ?

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le camp est une cité totalement autonome, en marge des communes environnantes. Il a ses salles de conférences, ses cinémas, salles de sport, piscine, manège d'équitation, bouiangerie, imprimerie, logements pour les militaires et leur famille en pavillons ou en appartement, bureau de poste, deux chapelles catholiques, l'une pour les familles, l'autre plutôt réservée aux élèves officiers, un temple protestant jumelé avec la chapelle des élèves.

Il existe des cars gratuits pour les familles de militaires et du personnel civil. Ce car permet d'aller faire des achats à Rennes. Le camp a paralysé l'expansion routière depuis 1912, mais il ne manque de rien dans ce domaine.

Que penser de la coopérative, à l'intérieur du camp ? On y trouve de tout sur place, à condition de faire partie de cette grande "usine", comme disait un élève.

Comment s'étonner qu'en 1984, les magasins de Bellevue exactement devant l'entrée du camp disparaissent les uns après les autres.

Certains commerces de Guer bénéficient de la présence du camp, mais les militaires ne constituent pas l'essentiel de leur clientèle ; ils ont surtout un rôle de dépannage pour les besoins immédiats.

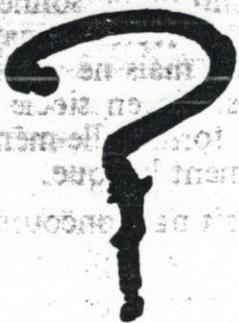
Ce qui est assez curieux, c'est la mentalité de cette ville militaire. Aucun contact réel avec les gens du pays. Quelques officiers élèves ou instructeurs, surtout s'ils sont mariés louent pour un an ou deux des maisons dans les pays limitrophes pour se retrouver en famille hors du cadre continu de leur profession. Les relations avec les "civils" sont en général correctes, mais limitées au minimum indispensable. Il y a dans le camp une vie mondaine inhérente à toute garnison. On se reçoit beaucoup entre officiers, pour le thé, le bridge, les soirées dansantes, mais tout se passe à l'intérieur de cette sorte d'enclos.

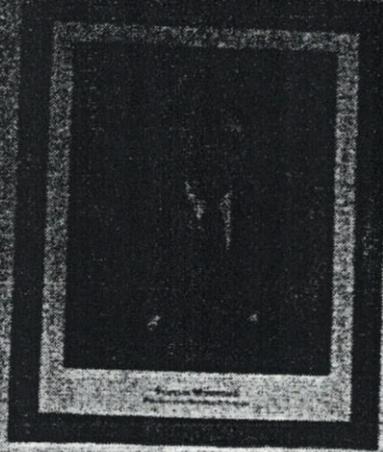
Le lycée reste un élément intéressant de la présence du camp. Cette institution était prévue, paraît-il, pour Ploërmel, mais l'Armée en a demandé l'installation sur son territoire. L'Académie a accepté à condition que tous les enfants des environs puissent en bénéficier.

En fin de compte, le bilan de la présence du camp est-il vraiment aussi positif que certains l'affirment ?

Comment ne pas se sentir parfois gênés par les statues qui trônent à l'entrée du camp comme un rappel du conquérant sur le pays conquis ? Ce ne sont pas seulement des extrémistes qui les barbouillent de temps en temps, mais aussi des paysans mécontents du sort qui leur est fait par le gouvernement.

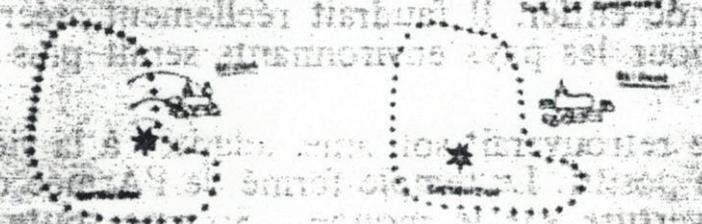
Bayard est pour beaucoup un vague souvenir d'école ; quant à du Guesclin, il est souvent considéré, à tort ou à raison, comme un traître à la patrie bretonne. C'est une faute de psychologue d'avoir planté là ces deux statues que d'autres considèrent comme une sorte de défi.





**MONSIEUR LE MINISTRE DE LA
DEFENSE**

**VOUS QUI DISPOSEZ DU
MATRIEL ET DU PERSONNEL
EXAUCEZ NOUS**



Un dépôt de munitions
n'est jamais inviolable
Sous l'œil et la main
Même en Union Soviétique

**VOIRE PLAN NOTRE DEMANDE
800 METRES VERS L'OUEST
CA NE COUTE PAS CHER
ET CA PEUT RAPPORTER GROS**

CONCLUSION

Lors de la réunion du 21 Janvier 1984, les Colonels ont lancé comme un défi : "Voudriez-vous que l'Armée quitte Coëtquidan et que l'on rende aux communes les terres expropriées ?"

C'est un argument choc destiné à ceux qui travaillent au camp ou qui en vivent.

A chacun d'en penser ce qu'il veut.

Et si un jour ou l'autre, proche ou lointain, cette "menace", que l'on fait peut-être courir intentionnellement, pour faire peur, se réalisait ?

A première vue, on imagine déjà la répartition des terres à de grandes entreprises agricoles de style américain et les installations tombant en ruines à leur tour, devenant le paradis des rats et des araignées.

Ce serait vraiment trop stupide. Comme aurait dit le Général de Gaulle, "les choses étant ce qu'elles sont", il faudrait en tirer parti sans dommage pour personne.

Coëtquidan pourrait devenir un centre prestigieux d'entraînement sportif, de repos pour convalescents (l'air est excellent), de rencontres culturelles, scientifiques, internationales. Les terrains en friches pourraient devenir une superbe réserve naturelle d'animaux en relations avec les facultés des sciences (Biologie animale et végétale). Les visiteurs ne manqueraient pas, venus du monde entier. Il faudrait réellement créer beaucoup d'emplois. Le bénéfice pour les pays environnants serait plus important que l'Armée actuellement.

Ce coin de Brocéliande retrouverait son âme, adaptée à la vie d'aujourd'hui dans ce qu'elle a de positif. Le temple fermé de l'Armée deviendrait un cœur de vie et d'ouverture sur le monde... Somme toute, pourquoi pas ??

Mais n'en demandons pas tant. Dans un souci de conciliation et de bonne entente, nous voulons arrêter définitivement le grignotage de nos terres.

Le 21 Janvier 1984, on nous annonce 2.200 tonnes de munitions dont 200 tonnes d'explosif. Or, le 21 Août, cela passe à 2.800 tonnes et 708 tonnes d'explosif. En six mois, avant même que le couperet de l'Administration soit tombé, le grignotage continue !!!

Beignon est en danger et, derrière Beignon, le cœur de Brocéliande, la forêt de Paimpont toute entière.

Il s'agit, nous l'avons écrit, de la défense de nos droits les plus légitimes et de l'avenir de nos enfants.

Pierre BRIDIER est né le 11 novembre 1912 près d'Angers d'un père Vendéen et d'une mère Lorraine.

Il a été profondément marqué par la personnalité de son grand-père maternel, le Commandant Grandclaude, qualifié, selon sa "fiche" à une époque de sectarisme insensé "Excellent officier, trop catholique".

Sans cette fiche, que son petit-fils considère comme la plus belle des citations, le Commandant devait être nommé Lieutenant-Colonel et la Croix de la Légion d'Honneur (attribuée pour sa conduite pendant la guerre de 1870) en est restée au rang de Chevalier malgré de nombreuses propositions.

Pierre BRIDIER vit en Bretagne par choix délibéré depuis 1940. Sans rien renier de ses origines, il se considère comme totalement Breton. Sa curiosité en histoire l'a amené à comprendre la Bretagne autrement que par les chansons de Botrel qui ont bercé son enfance.

Conservateur au Musée du Souvenir de Coëtquidan pendant trois ans, il a été licencié illégalement par décision catégorique du Ministère de la Défense, en dépit des verdicts du Tribunal Administratif et de l'intervention du Général Commandant les Ecoles, pour avoir, à titre strictement privé, diffusé des informations concernant les droits violés de la Bretagne (traité Franco-Breton de 1532). Il conserve de la plupart des Officiers qu'il a connus à Coëtquidan un souvenir amical et respectueux. Il rejette donc toute accusation d'antimilitarisme sommaire.

Partisan convaincu de la Non Violence, il approuve sans réserve l'attitude et l'action du Général de Bollardièrre.

Après avoir évoqué rapidement l'histoire locale sur le territoire occupé depuis 1873 par l'Armée, il raconte, selon les délibérations du Conseil Municipal de Beignon, la création et l'extension du camp et en tire les conclusions à plus ou moins brève échéance.

Dans le conflit qui oppose l'Administration à la Commune de Beignon, il prend position contre les projets d'extension du dépôt de munitions de Coëtquidan et apporte des arguments qui lui semblent irréfutables. Membre du Comité de Défense, sans aucune appartenance politique, il entend assumer seul la responsabilité de cette brochure au service de ses concitoyens, au nom du bon sens et de la justice.